

députés qui adressent la parole au nom de leurs partis de ne pas faire de déclarations qui en provoquent.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Ce n'est pas un débat qui est provoqué, ce sont les susceptibilités des gens d'en face, qui ont essayé furtivement de faire accepter la chose, mais se sont fait prendre en défaut.

**L'hon. M. Pickersgill:** Faites venir Dalton Camp.

**L'hon. M. Starr:** Vous-même, vous devriez vous méfier. Regardez autour de vous.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, vous n'entendez pas les observations gratuites du ministre des Transports. Il a des opinions bien arrêtées là-dessus.

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

**L'hon. M. Pickersgill:** Vous aussi.

**M. l'Orateur:** Si nous revenions aux commentaires sur la déclaration du ministre des Postes?

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Je dis, sans craindre d'être contredit, que cet incident n'est qu'un pas de plus dans une certaine voie. Le premier ministre et les membres de son cabinet ne peuvent se soustraire à leurs responsabilités essentielles. L'annonce a été faite, on l'a admis, et maintenant le gouvernement se comporte comme d'habitude; il agit, il prend peur et s'esquive. Il n'a jamais fait rien d'autre que de prendre la fuite. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit que cela ne s'était jamais produit auparavant. Le même sort a été réservé à la carte de sécurité; les armoiries ont été supprimées.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je demande à nouveau au très honorable représentant de collaborer. Il fait certainement allusion à des questions qui ne se rattachent aucunement à la question dont la Chambre est saisie, car je ne me suis pas rendu compte que la déclaration du ministre portait sur les cartes de sécurité.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, en toute déférence, si les honorables vis-à-vis ont le droit d'amener une chose pareille sur le tapis, pourquoi ne pourrions-nous pas répondre? Je le demande à Votre Honneur, moi qui ai toujours soutenu les décisions de la présidence. Dès que j'ai pris la parole, les honorables vis-à-vis ont commencé à chahuter, parce qu'ils n'ont pas la conscience tranquille. Le chat est sorti du sac, et ils sont inquiets.

[M. l'Orateur.]

Selon votre Honneur, je ne peux exposer les faits au sujet de la suppression des armoiries sur la carte de sécurité et de la substitution de la feuille d'érable. Ils ont enlevé les armoiries de la couverture de la *Gazette du travail*, où elles se trouvaient depuis des années. Elles apparaissent maintenant sur la page de garde, où personne ne peut les voir. Encore un peu, et elles disparaîtront tout à fait. La même chose se répète dans le cas de l'unification. Sans entrer dans les détails, je n'ai qu'à mentionner un article selon lequel la raison de l'unification est que le premier ministre...

**Des voix:** Règlement.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** ...le premier ministre ne peut s'expliquer pourquoi on devrait confondre les Canadiens en uniforme avec les membres des forces armées d'un autre pays. Cela est tiré d'un article de M. Terrence Robertson.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le très honorable représentant ne facilite pas la tâche à la présidence. Je sais que tel n'est pas nécessairement son rôle, mais d'autre part, je lui rappellerais que nous devrions, autant que possible, respecter l'esprit de l'article 15 du Règlement, qui exige du député qui commente une déclaration d'un ministre, qu'il s'en tienne à la déclaration du ministre ou aux faits dont il y a été question.

● (3.00 p.m.)

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Ma foi, monsieur l'Orateur, je suis sûr que lorsque nous tenterons de débattre la question demain, quand on présentera une motion à cette fin, le gouvernement pourra nous bâillonner au moyen du Règlement. Je crois que la population canadienne veut savoir ce qu'est en train de faire le gouvernement. Le gouvernement peut nous empêcher de faire des remarques maintenant, mais cette fois-ci les Canadiens ont la preuve qu'il continue à tripatouiller, grignoter, rogner ces choses qui font partie de notre tradition. Les membres de notre parti ont l'intention de faire tout leur possible pour préserver ces choses, bien que nous soyons dans l'opposition. Comme l'a dit l'autre jour le ministre des Finances: «Si seulement nous pouvions nous débarrasser de l'opposition, ou si elle était moins nombreuse, nous pourrions en disposer à notre guise». Je préviens le gouvernement qu'il ne s'en tirera pas facilement cette fois-ci.

**M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam):** Monsieur l'Orateur, la déclaration du ministre des Postes sur ce qu'il appelle un malentendu